



DEPARTEMENT DU RHONE
COMMUNE DE VOURLES

Plan Local d'Urbanisme

Auto-évaluation des incidences de la procédure sur l'environnement

Modification n°2



ATELIER D'**U**RBANISME ET D'**A**RCHITECTURE

CÉLINE GRIEU

Pièce n°	Approbation	Modification n°1	Modification simplifiée n°1	Modification n°2
05	20 Février 2014	24 Mai 2018	16 Mai 2019	

Note de présentation de l'auto-évaluation des incidences de la procédure de modification n°2 du PLU de la commune de Vourles

La procédure de modification n°2 ne remet pas en cause les orientations du PADD du PLU. De ce point de vue, les atteintes éventuelles à l'environnement sont donc très limitées, voire nulles.

La procédure de modification n°2 du PLU ne remettant pas en cause les choix opérés dans le cadre de la révision générale, les adaptations ne sont a priori pas de nature à avoir un impact sur l'environnement. Certains objectifs contribuent même à l'amélioration de la prise en compte de l'environnement.

1. Les caractéristiques de la procédure

Les objectifs poursuivis par la commune consistent à :

- Supprimer et reclasser les pastilles "Nh" et "Ah" en zone "A" ou "N" pour intégrer la loi dite « Macron »
- Permettre la création de secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) de manière à prendre en compte deux activités spécifiques existantes en zone A du fait de l'abandon du pastillage
- Supprimer les secteurs concernés par un indice A45, le projet d'autoroute étant abandonné
- Apporter quelques adaptations et modifications aux règlements écrit et graphique en procédant au "toilettage" de certains articles, en corrigeant plusieurs erreurs matérielles
- Intégrer des espaces verts à protéger dans la zone AUi
- Préciser et éclaircir l'écriture du règlement et notamment l'article sur la mixité sociale,
- Préciser la définition de l'emprise au sol et celle des annexes
- Ajouter, supprimer ou redessiner certains emplacements réservés
- Mettre à jour les annexes (classement sonore des voies, éléments du patrimoine, schéma pluvial)
- Réaliser un cahier des éléments à protéger au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

Les modifications engendrées se traduisent de la façon suivante sur le document d'urbanisme :

Impacts sur le document graphique

- Suppression des secteurs « pastillés » Ah et Nh et instauration de Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL)
- Impacts sur le tracé des emplacements réservés, suppression de certains ER et renumérotation de l'ensemble
- Repositionnement des bâtiments patrimoniaux pour donner suite à une erreur matérielle
- Suppression d'un linéaire toutes activités à préserver pour donner suite à une erreur matérielle
- La régularisation du zonage autour de l'entreprise Tafani Auto pour donner suite à une erreur matérielle
- Intégration d'une trame verte à préserver au titre de l'article L123-1-5 7° du code de l'urbanisme (aujourd'hui L151-23 ou L151-19)

Impacts sur le règlement :

- Adaptation des zones A et N et intégration des prescriptions concernant les 2 STECAL mis en place (secteurs Aa1- Hôtel Saint Vincent et Aa2- Les compagnons de Saint Joseph)
- Précisions apportées au règlement au sujet de l'application de la mixité sociale
- Augmentation du CES (de 15% à 20%) dans la zone UC
- Précisions apportées sur les règles d'implantation concernant l'extension par surélévation des constructions existantes dans la zone UD et augmentation du CES de 15 à 20%
- Adaptation de la définition de l'emprise et des annexes
- Uniformiser le règlement en laissant la possibilité de créer dans chaque zone un maximum de 40m² d'emprise au sol pour les annexes
- Modification de l'article 11 concernant les toitures des annexes, les teintes, les enduits, les équipements liés aux énergies renouvelables- Intégration d'un nuancier de façades et de tuiles
- Adaptation de l'emprise au sol pour les projets à vocation sportive et de loisirs de l'espace sportif de la commune (zone NL)

Impact sur les annexes

- Intégration du Schéma d'assainissement des eaux pluviales,
- Création d'un cahier des éléments du patrimoine bâti
- Mise à jour du classement sonore des voies
- Mise à jour de la liste des emplacements réservés

2. Les incidences sur l'environnement

1. Incidences sur les sites Natura 2000

Les zones Natura 2000 les plus proches :

- Au nord sur l'île de Miribel Jonage (FR8201785)
- Au nord est dans le département de l'Isère (L'île Crémieu FR8201727)
- Au sud au niveau de la côtière Rhodanienne

Les adaptations prévues dans la procédure ne sont pas de nature à engendrer un impact sur les sites Natura 2000.

2. Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité

La commune n'est concernée par aucun site sensible du point de vue de la biodiversité : ni ZNIEFF, ni ENS présents sur le territoire

La trame verte et bleue est cependant présente à travers les cours d'eaux. Le PLU avait mis en évidence les corridors identifiés par le SCoT de l'Ouest Lyonnais :

- Les corridors bionaturels aquatiques d'intérêt majeur lié à la présence du Garon
- Les corridors bionaturels aquatiques d'intérêt local lié au Merdanson
- Les corridors bionaturels terrestres d'intérêt majeur : la vallée du Garon, et des corridors au cœur de la plaine du Garon, considérée comme espace fonctionnel

Les adaptations prévues dans la procédure ne sont pas de nature à engendrer un impact sur la trame verte et bleue du point de vue de l'environnement et de la biodiversité.

3. Incidences sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

La présente procédure ne modifie quasiment pas les surfaces des zones U et AU du PLU en vigueur. Le seul classement de A en U correspond à la correction d'une erreur matérielle pour une surface de l'ordre de 3000 m².

En effet, et afin de prendre en compte l'activité et les travaux d'imperméabilisation des sols à réaliser par l'entreprise Tafani Auto située dans le hameau des 7 Chemins et suite à la mise en demeure de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) il convient de modifier le zonage en considérant la zone imperméabilisée qui a été laissée en zone agricole de la révision du PLU approuvé en 2014. Celle-ci aurait dû être intégrée à la zone urbaine à vocation d'activité économique.

Les adaptations prévues dans la procédure n'engendrent pas de nouvelle consommation d'espaces agricoles (à l'exception de la parcelle imperméabilisée rattachée à l'entreprise Tafani Auto) , naturels et forestiers. Elles favorisent au contraire la récupération des eaux polluées dans la plaine et dans le périmètre de protection éloignée d'un puits de captage

4. Incidences sur les zones humides

En dehors des zones rivulaires aux abords des cours d'eau, la commune de Vourles ne compte pas de zone humide particulière.

Les adaptations prévues dans la procédure n'ont pas d'impact sur les zones humides existantes.

5. Incidences sur l'eau potable

Le projet initial n'est pas modifié : il n'y a pas d'augmentation de la population donc pas d'augmentation de la consommation d'eau.

Il n'y a par ailleurs pas d'atteinte aux périmètres de protection des captages d'eau potable présents sur la commune. Au contraire, comme évoqué précédemment la modification contribue à l'amélioration du traitement des eaux polluées liées à l'activité de Tafani Auto située en zone de protection éloignée

Dans le périmètre de protection éloignée sont réglementés les constructions, installations, activités, stockages et dépôts qui, compte tenu de la nature des terrains, présentent un danger de pollution pour les eaux prélevées.

Un STECAL, Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitée (Aa2) a été instauré dans le périmètre de protection rapprochée des puits de captage afin de permettre l'extension de la construction à usage de bureaux pour une activité déjà existante « les compagnons de Saint Joseph ». Cette extension est limitée à 100 m² d'emprise au sol et/ou de surface de plancher

L'arrêté préfectoral n°99.963 « déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine », instaurant et modifiant les périmètres de protection

et les servitudes s'y rapportant des captages du Syndicat Intercommunal de Distribution d'Eau du Sud-Ouest Lyonnais, sur les communes de Brignais et Vourles définit les contraintes portant sur les trois types de périmètres. Ces règles s'imposent au document d'urbanisme.

Dans le périmètre de protection rapprochée sont interdits les nouvelles constructions, installations, activités, dépôts et stockages **susceptibles d'entraîner une pollution de nature à rendre l'eau impropre à la consommation humaine**. Les autres projets de même nature peuvent faire l'objet de prescriptions.

L'arrêté préfectoral stipule à son article 5-2-2-1 bâtiment existant que l'extension des constructions à usage autre qu'habitation est possible dans la limite de 100 m² et d'une seule extension.

La construction devra être raccordée au réseau collectif d'assainissement à l'exception des bâtiments non raccordables techniquement, pour lesquels un assainissement autonome, conforme à la réglementation en vigueur est accepté.

Les adaptations prévues dans la procédure n'engendrent pas d'impact sur la ressource en eau ni sur sa protection.

6. Incidences sur la gestion des eaux pluviales

La présente procédure ne modifie qu'à la marge (3097 m²) la surface de la zone U du PLU en vigueur. Aucune autre augmentation de l'imperméabilisation des sols n'est à prévoir par rapport au PLU en vigueur.

Par ailleurs les règlements du PLU en vigueur et du PPRNPI prévoient chacun des dispositions concernant le traitement des eaux pluviales.

Un Schéma d'assainissement des eaux pluviales est annexé au PLU objet de la présente modification.

Les adaptations prévues dans la procédure n'engendrent pas d'augmentation des surfaces imperméabilisées et ne remettent pas en cause l'application des dispositions existantes.

7. Incidences sur l'assainissement

La commune dispose d'un zonage d'assainissement.

Le projet initial n'est pas modifié : il n'y a pas d'augmentation de la population donc il n'y aura pas d'augmentation du nombre de personnes raccordés.

Les adaptations prévues dans la procédure n'engendrent pas d'impact sur le traitement des eaux usées.

8. Incidences sur le paysage et le patrimoine bâti

La présente procédure prévoit des protections supplémentaires concernant le patrimoine bâti (rajout de 4 constructions à protéger au titre de l'article L123-1-5 7° du code de l'urbanisme (aujourd'hui L151-19) : château Martin, La Roche, un bâtiment rue de la Grande Charrière et une construction Impasse du Brochay. Par ailleurs, un mur en pierre est rajouté à l'inventaire déjà existant. La présente procédure de modification a été l'occasion de corriger une erreur matérielle concernant le repérage de 2 bâtiments mal positionnés sur le document graphique.

Par ailleurs, et dans le cadre des travaux d'aménagement de la zone d'activités du lotissement des Plattes 4, il a été demandé à l'aménageur par arrêté préfectoral n°2016-E90 de mettre en place la mesure d'évitement ME2. Il a donc été identifié sur le document graphique deux espaces verts à préserver au titre de l'article L123-1-5-7° du code de l'urbanisme, (aujourd'hui L151-23).

Les secteurs déjà protégés dans le PLU n'ont quant à eux pas évolué.

Les adaptations prévues dans la procédure n'engendrent pas d'impact sur la protection du paysage et du patrimoine bâti. Au contraire, le projet de modification améliore la prise en compte et la protection du patrimoine et des espaces verts

9. Incidences sur les sols pollués et les déchets

Les prescriptions concernant l'entreprise Tafani Auto contribuent à améliorer la pollution des sols.

Concernant les déchets, le projet initial n'est pas modifié : il n'y a pas d'augmentation de la population donc il n'y aura pas d'augmentation des volumes de déchets ni d'impact pour la collecte ou le traitement.

Les adaptations prévues dans la procédure améliorent l'impact sur les sols pollués et il n'y aura aucune évolution concernant les déchets.

10. Incidences sur les risques et les nuisances

La commune est concernée par de nombreux risques :

- risque d'inondation,
- risque mouvements de terrain,
- risque sismique,
- aléa retrait-gonflement des argiles,
- risque lié à la présence d'installations classées pour la protection de l'environnement
- risque lié à la présence d'une canalisation gaz

Elle est également concernée par des nuisances :

- sonores liées aux infrastructures routières.

Le projet initial n'est pas modifié : il n'y a pas d'augmentation de la population. Il n'y aura donc pas de nouvelle population soumise à des risques ou des nuisances.

Par ailleurs les dispositions édictées pour se prémunir des risques et des nuisances sont maintenues.

Les adaptations prévues dans la procédure n'engendrent pas d'augmentation de la population soumise à des risques et nuisances.

11. Incidences sur l'air, l'énergie et le climat

Le projet initial n'est pas modifié : il n'y a pas d'augmentation de la population.

Les modes de déplacements restent inchangés.

Les adaptations prévues dans la procédure n'engendrent pas d'augmentation de la pollution de l'air, de la consommation d'énergie ni d'atteintes sur le climat.

12. Incidences sur la santé

La commune est concernée par le risque Radon de niveau 3 ce qui est considéré comme élevé. Cependant les objets poursuivis par la présente modification ne sont pas de nature à augmenter la population.

Par ailleurs elle peut potentiellement être concernée par des secteurs où les moustiques tigres ont déjà été identifiées. Il s'agit d'une espèce réglementée car nuisibles à la santé humaine (article D. 1338-1 du code de la santé publique). Cependant, il n'a pas été constaté en densité plus forte qu'ailleurs la présence de cette espèce (pas de données précises sur le territoire communal). Ce risque potentiel n'est donc pas de nature à influencer la constructibilité du PLU.

Les modifications poursuivies dans la présente procédure ***n'engendrent pas plus d'incidence sur la santé des habitants au regard de ces deux problématiques.***

En conclusion, la procédure de modification n°2 du PLU de Vourles n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et, par conséquent, ne nécessite pas la réalisation d'une évaluation environnementale.